

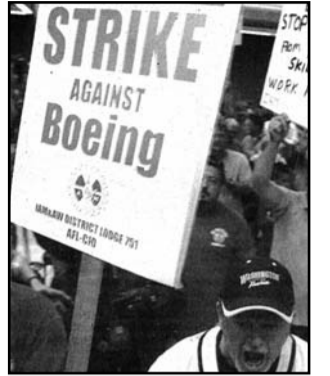
CRISE ÉCONOMIQUE : MAINTENANT, LA RÉCESSION

page 11

6 482
abonnés
reçoivent ce numéro.
Et vous ?
(page 16)

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES



LE PLAN DE PILLAGE DU GOUVERNEMENT : **360 MILLIARDS** POUR LES SPECULATEURS DES MILLIERS DE LICENCIEMENTS POUR LES TRAVAILLEURS

Pages 3 et 4



RETRAIT DU PLAN DE SAUVETAGE DES SPECULATEURS!

Une déclaration
des 4 secrétaires
nationaux du
Parti ouvrier
indépendant
(Lire page 8)



L'actualité politique et sociale

**Les agents de Météo France
reconduisent la grève.** page 5

**Interview de J.-M. Candelier,
député PCF, sur le projet de loi
pour la renationalisation
de La Poste.** page 7

**Vie du parti
Le congrès départemental
de Loire-Atlantique.** page 8

**L'actualité internationale
Institutions européennes :
une crise sans précédent.** page 12

**Dossier international
925 millions d'êtres humains
frappés par la faim
dans le monde.** page 14

**Informations ouvrières. Profitez de notre offre exceptionnelle.
Pour tout nouvel abonné : 12 numéros : 10 euros**

Des mesures d'urgence

20 OCTOBRE : l'usine Ford de Blanquefort, en Gironde, va fermer ses portes pour dix semaines, jusqu'au 5 janvier 2009. Mille six cents travailleurs seront réduits au chômage partiel, perdant la moitié de leurs revenus mensuels. Kaufman et Broad annonce 166 suppressions d'emplois, et La Redoute, 672. Annonce de baisse d'activité pour 20 fournisseurs de PSA dans la région de Sochaux avec menace de suppressions de postes pour des centaines d'intérimaires, etc.

20 octobre : M^{me} Lagarde, ministre de l'Economie, annonce l'injection de 10,5 milliards d'euros dans le capital des six plus grandes banques françaises. Le gouverneur de la Banque de France précise que ces banques n'avaient « absolument pas besoin de fonds propres » ni « d'être recapitalisées », mais que « le seul objectif, c'est d'accompagner le financement de l'économie » !

D'un côté, des dizaines, des centaines de milliers de licenciements en préparation. De l'autre, des dizaines, des centaines de milliards pour les banquiers, les spéculateurs.

D'un côté, on « accompagne » le chômage partiel en diminuant le salaire de moitié. De l'autre, on « accompagne l'économie » en injectant des milliards d'euros dans six banques dont les actifs additionnés représentent plusieurs fois le produit intérieur brut (PIB) de la France ! Et cela en application du plan de l'Union européenne qui offre aux spéculateurs 1 700 milliards d'euros, dont 360 milliards pour la France !

C'est une honte ! Comment accepter ? Et surtout, comment comprendre l'attitude de ceux qui prétendent représenter la population laborieuse ? Le communiqué publié le 19 octobre par les secrétaires nationaux du Parti ouvrier indépendant (POI) pose la question : « Comment les députés du PS, un parti qui se prétend socialiste, peuvent-ils s'abstenir ? Comment le PCF, dont les députés ont voté contre, peut-il prétendre défendre les intérêts populaires en soutenant "l'urgence nécessaire de sauver les institutions financières et les banques" (L'Humanité, 14 octobre) ? Position partagée par la LCR de Besancenot, pour qui "il n'y a pas lieu, sur le principe, de s'opposer au sauvetage des banques" (Rouge, 9 octobre). »

Une véritable catastrophe menace la classe ouvrière dans le monde entier. Déjà, le Bureau international du travail

(BIT) prévient que le nombre de chômeurs dans le monde pourrait, en conséquence de la crise, passer de 190 millions à 210 millions, soit 20 millions de plus, dès l'année prochaine. En outre, le BIT estime que le nombre de travailleurs vivant avec moins de 1 dollar par jour pourrait augmenter de 40 millions et celui des personnes gagnant moins de 2 dollars, de 100 millions dès 2009 ! Et encore ne s'agit-il que d'estimations.

Impossible de laisser faire la catastrophe ! Les mesures d'urgence sont connues, et notamment : le retrait du plan de 360 milliards pour les spéculateurs, l'interdiction pure et simple des licenciements. Des solutions simples que n'hésiterait pas à prendre un gouvernement décidé à ne pas céder aux exigences de l'Union européenne et à prendre le sort de la population en main. Un gouvernement dont la légitimité serait appuyée par le mandat confié par une Assemblée constituante souveraine.

Telles sont les propositions d'unité que les secrétaires nationaux du Parti ouvrier indépendant (POI) soumettent à la discussion dans leur communiqué du 19 octobre.

INFORMATIONS OUVRIÈRES
tribune libre
de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef :
Lucien Gauthier

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

- **Imprimerie :** Rotinfed 2000, Paris.
- **Tirage :** 20 000 exemplaires.
- **Commission paritaire :** 0909 C85 410.
- **ISSN :** 0813 9500.

• **Rédaction :** Informations ouvrières
87, rue du F^{bs}-Saint-Denis,
CS 30016 - 75479
Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23.
Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• **Administration-
abonnements :**
Maïthé Dayan
Tél. : 01 48 01 88 22
01 48 01 88 41.

E-mail :
diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal :
à publication.

**Le 34^e Congrès du PCF
et l'Union européenne**
PAR YVES LIONS

LES textes préparatoires au 34^e Congrès du PCF viennent d'être publiés. Outre la « base commune », adoptée par le conseil national, qui reflète la ligne politique de l'actuelle direction, deux textes dits alternatifs sont soumis au vote des militants du PCF.

L'un, présenté par des militants regroupés autour de la section de Paris 15, de la Gauche communiste de J.-J. Karman, et du réseau de Vénissieux, s'intitule « *Faire vivre et renforcer le PCF, une exigence de notre temps* ».

L'autre, « *Renforcer le PCF, renouer avec le marxisme* », est présenté par le groupe organisé autour du journal *La Riposte*.

Chacune de ces plates-formes a obtenu plusieurs centaines de signatures, ce qui reflète au fond l'attachement de nombreux militants à la référence au communisme.

J'ai écrit dans ces colonnes, il y a quelques mois, à propos d'un texte des amis de Robert Hue : « *Parmi les points de référence de ceux qui continuent à se réclamer du communisme, il y a la lutte déterminée contre les traités européens.* » C'est donc à l'aune de ce critère que j'ai lu ces contributions...

Le texte de Paris15-Vénissieux se termine par : « *Alors que la possibilité de transformer l'Union européenne apparaît de plus en plus impossible aux peuples, ne faut-il pas se poser la question d'en sortir ?... Il est urgent d'arrêter le processus de construction d'une entité européenne supranationale entièrement dévouée aux marchés. Non-application des directives européennes qui*

entravent la liberté de la France ! Abrogation des traités européens ! »

Nos lecteurs peuvent juger de la différence avec la position de la direction du PCF.

Celui de *La Riposte*, « *Renouer avec le marxisme* », réussit à ne citer qu'une fois l'Union européenne en 17 pages, pour dire qu'« elle occupe une place dans l'économie mondiale qui se rétrécit ».

Quant aux directives ou leurs applications, on n'en trouve nulle trace ! Elles n'existent pas !

Ne pouvant y croire, j'ai cherché les contributions des responsables de ce groupe : lecture éclairante d'une militante des Pays-de-la-Loire :

« *Bien sûr, l'Europe de Maastricht n'est pas l'Europe dont rêvent les travailleurs. Mais l'Europe peut favoriser plus que jamais l'Union des travailleurs... L'Europe est une opportunité pour les travailleurs.* »

Ce que la direction du PCF ne conteste en rien quand elle plaide pour une « Europe plus sociale ».

Quant à la formule : « *Bretons coupés de nos racines, nous nous forçons pour nous sentir Français... La France jacobine est un patchwork mal digéré de nationalités diverses...* », il s'agit à l'évidence d'un clin d'œil aux amis de Besancenot.

Pour ma part, je pense qu'une telle politique ne permettra en rien d'enrayer le déclin du PCF et qu'au contraire elle contribue à liquider ce pour quoi des générations de militants l'avaient rejoint.

Chiche ! M. le Président...
PAR PIERRE JEANNENEY

DANS votre profession de foi, M. le Président, vous nous affirmiez : « *Je crois au travail et à sa récompense. Dans une société juste, les distinctions entre les citoyens ne doivent pas dépendre de leur naissance, de la couleur de leur peau ou d'études lointaines : c'est le travail fourni qui doit être le critère de la réussite... Ils doivent pouvoir conserver le fruit de leurs efforts et l'utiliser pour préparer l'avenir de leur famille.* »

Sur ces principes, nous sommes sensiblement d'accord, mais nous divergeons totalement sur la mise en application : vous nous proposez une loi scélérate, le revenu de solidarité active, qui permet contre un travail précaire de bénéficier d'une aumône ; vous officialisez les petits boulots, qui permettent par moment d'éviter de crever de faim.

Vous avez déjà prouvé vos talents de manipulateur de Constitution pour faire passer le traité de Lisbonne.

Alors, pourquoi ne pas inscrire dans cette Constitution le droit au travail en reprenant les

principes du gouvernement provisoire de 1848 : « *Le gouvernement s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail (...), à garantir du travail à tous les citoyens (...); il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice légitime de leur travail...* » ? Pourquoi ne pas redonner vie aux ateliers nationaux gérés par l'Etat et aux ateliers sociaux gérés par des associations de travailleurs ?

Ce n'est pas le travail qui manque : faire revivre toutes les communes victimes de la désertification, rouvrir les usines fermées, relancer l'agriculture avec pour seule mission de nourrir la population locale sans l'étrangler tout en garantissant des prix permettant aux agriculteurs de vivre, remettre en état les réseaux et faire bénéficier tous les Français de services publics et sociaux efficaces, faire de même dans les zones urbaines sensibles pour qu'elles soient considérées comme des communes de la République au même titre que Neuilly-sur-Seine... Il y a du travail pour tout le monde.

TRAIT LIBRE
PAR JUJU


D'accord... cela s'est mal terminé en 1848 avec une augmentation des impôts de 75 %. Les services de l'Etat ne surent pas gérer les ateliers nationaux et les transformèrent en « bureau d'assistantat », au contraire des ateliers sociaux que les associations de travailleurs firent fonctionner un bon moment. « *La peur du rouge, du partageux, du communiste s'installa progressivement* », avec pour conséquence l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement réactionnaire ; mais là, nous ne craignons rien, votre équipe est déjà là.

Ce serait un petit coup de canif donné à la concurrence libre et non faussée chère aux stratèges de Bruxelles, mais tout récemment, en devenant, pour « sauver le capitalisme », le chantre de la nationalisation des banques, vous avez compris que tout ce qui se dit là-haut n'est pas parole d'évangile. Ce ne serait alors qu'un nouveau petit pas qui — sait-on jamais ? — pourrait vous donner l'idée de trafiquer la Constitution pour nous faire sortir de l'Europe du fric.

Alors, chiche ! M. le Président...


NOUS ÉCRIRE
INFORMATIONS OUVRIÈRES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10

E-mail
informations-ouvrieres@fr.oleane.com